



COLOMBIE : L'arme médiatique

Par [Loic Ramirez](#)

Mondialisation.ca, 21 mai 2012

[Le Grand Soir](#) 21 mai 2012

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#)



Suite à la capture au combat du journaliste français Roméo Langlois, les FARC posent la question du rôle des médias dans le conflit colombien

Il aura fallu presque 8 jours d'attente pour qu'enfin le secrétariat des Forces armées révolutionnaires de Colombie-armée du peuple (FARC-EP) annonce publiquement détenir le journaliste français Roméo Langlois. Publié par l'agence d'information Anncol (Agencia nacional nueva Colombia, Agence nationale nouvelle Colombie) sur leur site le 6 mai 2012, le communiqué confirme que M.Langlois est entre les mains d'unités du XV Front de la guérilla [1]. Celui-ci est fait prisonnier le 30 avril 2012 dans la province du Caqueta, dans le Sud du pays, lors d'un accrochage entre l'unité militaire qu'il accompagnait et les forces rebelles. Selon la plupart des témoignages, il semble avoir été blessé durant l'affrontement et s'est alors lui-même rendu aux insurgés [2]. Journaliste à France 24, Roméo Langlois a déjà réalisé des reportages sur le conflit colombien et est connu de la guérilla paysanne [3].

Extrait du communiqué :

« La détention en qualité de prisonnier de guerre du journaliste français Roméo Langlois par des unités du XV Front des FARC-EP met en lumière les choses suivantes :

1. Les journalistes que les forces armées colombiennes emmènent avec elles en opérations militaires ne respectent pas l'objectif impartial d'informer sur la réalité, sinon celui de

manipuler celle-ci pour qu'elle serve le projet de guerre contre le peuple colombien.

2. Il est bon de se demander quelle aurait été la réaction des autorités colombiennes si un journaliste qui, avec une saine volonté d'informer, aurait accompagné des unités de guérilla et était ensuite capturé par l'armée régulière lors d'un combat. (...)

- *Roméo Langlois portait une tenue militaire de l'armée régulière en plein combat. Nous pensons que le minimum que l'on peut attendre pour la récupération de sa totale mobilité est l'ouverture d'un débat national et international sur la liberté d'informer* » [4].
- Dès la publication du communiqué la condamnation est unanime. « *Les prisonniers ne sont, ne peuvent être et ne seront jamais des prisonniers de guerre* » a déclaré le président Juan Manuel Santos [5]. Le ministre de la défense, Juan Carlos Pinzon, a pour sa part affirmé que les FARC « *tentent de créer un exercice médiatique au lieu de libérer rapidement ce journaliste* » [6].

La guérilla a en effet étonné le pays en exigeant que s'ouvre un débat autour de la liberté d'expression et sur le rôle des médias dans le conflit. « *Une offense* » selon le vice-président colombien Angelino Garzon, pour qui il ne peut y avoir de débat avec les "violeurs des droits humains" [7]. « *Nous ne pouvons accepter qu'il soit (R.Langlois) prisonnier de guerre, car la seule arme qu'il avait était sa caméra, outil universel des journalistes* » a-t-il poursuivi [8]. C'est là justement que se situe le débat. Pour celle que l'on considère la plus vieille guérilla du continent, la caméra est un acteur déterminant du conflit, comme l'indique le communiqué : « *La conception contre-insurrectionnelle de l'état colombien vise à impliquer dans la guerre, en sa faveur, tout le monde, y compris la presse. Qu'une caméra puisse jouer le rôle d'une arme est corroboré par la manipulation médiatique quotidienne dans notre pays* » [9]. Si comme le disait Mao l'insurgé « *doit être au sein du peuple comme un poisson dans l'eau* » il est de l'intérêt du gouvernement "d'assécher" totalement le milieu dans lequel se développe l'insurrection. En découle une guerre de l'information visant à nier toute essence politique de l'adversaire, résumant les FARC à n'être plus qu'une bande de "narco-terroristes" et ce surfant sur les années post 11 septembre 2001. David Galula, stratège français, l'a écrit dans son manuel de la contre-insurrection : « *la victoire n'est pas la destruction des forces insurgées et de leur appareil politique dans une région donnée (...)* La victoire est cela, plus la rupture définitive des liens entre l'insurgé et la population » [10].

Les mots prennent alors toute leur importance. Bien que la guérilla déclare en février 2012 renoncer aux enlèvements à des fins économiques, la capture du journaliste en plein combat est assimilée à une trahison vis à vis de cet engagement. Le dirigeant guérillero Ivan Marquez a personnellement répondu, dans une lettre, à la journaliste Maria Jimena sur ce point : « *Timoleon Jimenez, notre commandant, a consulté tous les blocs et la vérité est qu'aucun ne détient des personnes avec cette intention (...)* Vous dites ne pas nous croire lorsque nous annonçons la fin des rétentions économiques, de plus vous nous exigez encore

et encore des gestes en direction de la paix, et pas un seul au gouvernement. Peut être s'est évaporé de votre mémoire le fait que nous ayons libéré unilatéralement 500 prisonniers de guerre capturés au combat, ne recevant de l'état aucune réciprocité » [11]. Devant la déferlante de critiques de la part de la communauté médiatique sur la libération de Langlois contre l'ouverture d'un débat, peu sont ceux qui y ont apporté un point de vue divergent. Le journaliste Jorge Enrique Botero est de cela. Dans une interview à Radio Nederland il s'est déclaré favorable au questionnement du traitement médiatique de la guerre, « *durant cinq décennies les FARC ont été totalement vilipendées, déformées et manipulées au niveau médiatique, et maintenant elles considèrent qu'il est temps de mettre les choses sur la table » [12].*

Comme un pied de nez à l'affaire, un journaliste colombien, Luis Ernesto Almario, exilé en Australie (c'est déjà un argument de débat) s'est prononcé pour un échange entre Roméo Langlois et le journaliste Joaquin Pérez Becerra, arrêté par Caracas en avril 2011 [13] et exigé par Bogota pour de supposés liens avec la guérilla. Proposition immédiatement refusé par le Ministre de la Défense.

Au niveau international ce débat aurait pourtant lieu d'être. Les Etats Unis, si prompts à défendre la "liberté" face aux "dictatures", se sont payé le luxe d'interdire le journaliste franco-colombien Hernando Calvo Ospina de survol de son territoire. Une proscription qui a empêché celui-ci, par deux fois, de prendre l'avion, et ce récemment : le 6 mai 2012, un vol à destination de Cuba [14]. La France, si ce n'est lorsque l'un de ses ressortissant est retenu prisonnier (comme Ingrid Betancourt à l'époque, Roméo Langlois aujourd'hui) ne traite quasiment jamais de l'actualité du pays andin. La guérilla n'y est traitée que comme le résultat d'un folklore éternel issu des pays latino-américains, mêlant dans l'imaginaire narcotrafiants et barbus avec fusil à l'épaule. Combien sont ils à connaître les racines de cette insurrection paysanne de plus de 50 ans ? Combien savent ce qu'il en a coûté à ces femmes et ces hommes en armes d'emprunter les voies démocratiques en 1985 sous le drapeau de l'Union Patriotique ? Combien, lorsque Roméo Langlois rentrera en France, se pencheront sur le sort des syndicalistes et dirigeants de gauche assassinés par les groupes paramilitaires ?

Divulgué par l'agence d'information cubaine Prensa Latina, un communiqué des FARC, datant du 13 mai, annonce la prochaine libération de Roméo Langlois. Il termine par : « *Une fois libre, le journaliste Langlois pourra terminer d'accomplir le rôle espéré par le gouvernement de Colombie, ses forces armées et ses grands médias. Du contraire, il pourra rester fidèle à sa conscience et se référer à la vérité ; si tel est le cas, il se peut que ceux qui aujourd'hui exigent sa libération immédiate s'acharnent sur lui jusqu'à le détruire complètement » [15].*

Loïc Ramirez

[1] <http://anncolprov.blogspot.fr/2012/05/el-secretariado-de-las-farc-ep-ahora.html>

[2]

<http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20120504.OBS4747/colombie-qu-est-il-arrive-a-romeo-langlois.html>

[3] Voir son reportage : <http://www.youtube.com/watch?v=J6A8uLhCvXo>

[4]

<http://kaosenlared.net/america-latina/item/17396-el-secretariado-de-las-farc-ep-confirma-que-la-guerrilla-tiene-en-su-poder-el-reportero-francés.html>

[5]

http://www.eltiempo.com/justicia/polemica-por-condicion-que-impuso-farc-para-liberar-a-langlois_11742285-4

[6]

http://www.eltiempo.com/justicia/farc-condiciona-la-liberacion-de-romeo-langlois-a-debate-sobre-derecho-a-informar_11736381-4

[7]

<http://www.caracol.com.co/noticias/actualidad/debate-propuesto-por-las-farc-es-un-atropello-a-la-libertad-de-expresion-vicepresidente/20120508/nota/1683977.aspx>

[8] Ibid

[9]

<http://kaosenlared.net/america-latina/item/17396-el-secretariado-de-las-farc-ep-confirma-que-la-guerrilla-tiene-en-su-poder-el-reportero-francés.html>

[10] *Contre-insurrection, théorie et pratique*, David Galula, Economica, 2008, page 115

[11]

http://www.resistencia-colombia.org/index.php?option=com_content&view=article&id=1287:ivan-marquezintegrante-del-secretariado-del-estado-mayor-central-de-las-farc-

[ep&catid=22&Itemid=37](#)

[12] http://www.pacocol.org/index.php?option=com_content&task=view&id=12848

[13] Voir l'article sur <http://www.legrandsoir.info/Les-amis-et-les-ennemis.html>

[1 4]

<http://www.cubainformacion.tv/index.php/america-latina/43151-prohiben-volar-con-air-europa-a-a-hernando-calvo-ospina->

[1 5]

http://www.prensa-latina.cu/index.php?option=com_content&task=view&id=506302&Itemid=11

La source originale de cet article est [Le Grand Soir](#)

Copyright © [Loic Ramirez](#), [Le Grand Soir](#), 2012

Articles Par : **[Loic Ramirez](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca